



Montceau : l'hôpital mobilise

■ Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées samedi pour dire leur opposition à l'arrêt de la chirurgie au centre hospitalier Jean-Bouveri. Photo Florence POLI

PAGES 8 ET 17

Hôpital : la ministre de la Santé va entendre parler de Montceau



■ Pendant la manifestation de samedi, Marie-Claude Jarrot, maire, distribue les cartes postales que la population est invitée à envoyer à Agnès Buzyn. Photo Florence POLI

Ils le promettent : le combat contre la disparition de la chirurgie à l'hôpital de Montceau va s'intensifier, après la mobilisation de samedi matin.

« **A**près avoir appris avec stupeur l'arrêt de la chirurgie au sein du centre hospitalier de Montceau, je tiens à vous faire part de ma colère et vous demande de renoncer à cette mesure dévastatrice ». Le texte qui figure au dos de la carte postale éditée par le Collectif de défense des usagers des hôpitaux (Codef) est clair. La carte, adressée à Agnès Buzyn, ministre de la Santé, a été mise samedi à disposition de la population avec un objectif : un envoi massif pour faire pression sur les ser-

500 personnes environ se sont réunies samedi matin devant la mairie de Montceau à l'appel de nombreux syndicats, associations et élus.

vices de l'État afin qu'ils renoncent à la suppression de la chirurgie conventionnelle à l'hôpital Jean-Bouvier. La démarche a été présentée samedi matin à Montceau, alors que des centaines de personnes étaient massées devant l'hôtel de ville, répondant à l'appel du Codef. La pluie soutenue n'a pas découragé les habitants, personnels du centre hospitalier, militants, associa-

tifs et élus de se réunir pour « prouver que ce territoire a besoin de chirurgie conventionnelle au sein d'un hôpital performant ». Parmi les écharpes tricolores, on notait la présence de nombreux maires de la région de Montceau et celle du député de Saône-et-Loire, Raphaël Gauvain. On n'a pas vu, en revanche, d'élus chalonnais dans la foule compacte. Le groupement hospitalier, qui comprend entre autres Montceau et Chalon, n'est pas encore une réalité politique. Il le faudrait pourtant pour assurer l'avenir du site montcelien.

Florence Poli

WEB Les images et la vidéo de la manifestation sur lejsl.com

NOTE Cette information est développée dans l'édition Montceau et sur www.lejsl.com

MONTCEAU-LES-MINES SANTÉ

Le Bassin minier refuse la fin de la chirurgie à l'hôpital



■ Une forêt de parapluies s'est formée samedi à 10 heures devant la mairie pour demander le maintien de la chirurgie à l'hôpital Jean-Bouveri. Photo Florence POLI

500 personnes se sont massées, samedi matin, sous une pluie soutenue, devant la mairie de Montceau pour signifier leur opposition à l'arrêt de la chirurgie à l'hôpital Jean-Bouveri.

Samedi, 10 heures, centre-ville de Montceau. Il pleut sans interruption depuis une heure quand une foule de parapluies vient se masser sur le parvis de l'hôtel de ville. Des têtes connues de militants syndicaux, politiques ou associatifs, mais aussi des anonymes, venus dire leur opposition à l'arrêt de la chirurgie au centre hospitalier Jean-Bouveri. Aux côtés des nombreux maires présents samedi, le député de Saône-et-Loire Raphaël Gauvain. Il ne

devrait pas manquer de transmettre le message de Montceau aux décideurs nationaux : sous la pluie et dans le froid, le Bassin minier est présent pour défendre son hôpital.

Après la chirurgie, les urgences ?

La revendication du Collectif de défense des usagers des hôpitaux (Codef), instigateur du rassemblement, est double : purement des dettes fiscale et sociale, et maintien de toute la chirurgie à Montceau. C'est aussi ce que demande la carte postale que la population est invitée à envoyer à la ministre de la Santé*

et la pétition relayée par des dizaines de municipalités du bassin montcellien.

Depuis plusieurs années, le Codef appelle à la vigilance de la population pour l'avenir de l'hôpital. À présent que l'État décide de fermer la chirurgie conventionnelle, la mobilisation semble prendre forme. Tout le monde avait dans la tête, samedi, les manifestations de 1995 quand 5 000 personnes ont défilé à Montceau contre la décision de supprimer les urgences. 23 ans plus tard, les urgences sont toujours là. Mais pour combien de temps encore ?

Florence Poli

* Lire aussi en p. 8

RÉACTIONS

« Chalon ne pourra pas faire face, seul, aux 6 000 actes de chirurgie pratiqués à Montceau »

Michel Prieur, président du Collectif de défense des usagers

« Notre population, que tout le monde s'accorde à qualifier de vieillissante et pas particulièrement favorisée, a besoin d'une offre de soins adaptée à ses besoins. Cela passe par le maintien de toute la chirurgie au sein de notre centre hospitalier. Le pivot, Chalon-sur-Saône, ne peut faire face, seul, aux



■ Michel Prieur brandit la carte postale que les habitants sont invités à envoyer en masse à la ministre. Photo Florence POLI

besoins en chirurgie conventionnelle évaluée à 6 000 interventions par an dans notre hôpital. »

« Je ne vous cache pas que cela va être difficile »

Raphaël Gauvain, député de Saône-et-Loire

« Notre objectif, exposé lors de notre entretien, avec M^{me} Jarrot au cabinet du Premier ministre, est double : obtenir un effacement de la dette de l'hôpital (18 millions d'euros) et une subvention exceptionnelle pour l'investissement de dix millions d'euros. Je ne vous cache pas que cela va être difficile. Six mois après la mise en place du Groupement hospitalier de territoire, on constate une absence de coopéra-

tion avec Chalon. Des médecins, des élus se positionnent selon leurs propres intérêts. Mais c'est par la solidarité de territoire qu'on s'en sortira. On est mobilisés sur le dossier pour obtenir cet effort de l'État. »

« Il faut effacer la dette »

Marie-Claude Jarrot, présidente du conseil de surveillance de l'hôpital

« L'hôpital n'est pas une entreprise privée, il assure un service public et n'a pas vocation à gagner de l'argent. Il faut effacer la dette, sans quoi on ne s'en sortira jamais. Laisser la dette ne fonctionnera pas. »

Relation abonnés

0800 003 320

Service & appel gratuits

Agence

de Montceau-les-Mines
3 rue Carnot,
71300 Montceau-les-Mines

Téléphone

Rédaction : 03.85.57.04.61

Mail

JSL-REDACMONTCEA@lejsl.fr

Web

www.lejsl.com

Agence du Creusot

5 avenue F. Mitterrand,
71200 Le Creusot

Téléphone

Rédaction : 03.85.80.34.34
Pub : 03.85.80.34.34

Mail

JSL-REDACCREUSOT@lejsl.fr

Agence d'Autun

9 avenue Charles-de-Gaulle,
71400 Autun

Téléphone

Rédaction : 03.85.86.94.69
Pub : 03.85.80.34.34

Mail

JSL-REDACAUTUN@lejsl.fr

Passation de pouvoir à la maison de retraite

Lors de la cérémonie des vœux ce jeudi à l'Ehpad, les résidents, personnel et élus, ont fait connaissance avec la nouvelle direction.

Jeudi, lors de la présentation des vœux à l'Ehpad (établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes), Bruno Legourd, qui ayant pris les rênes de l'établissement Les marronniers en fin d'année, juste avant sa cessation d'activité et suite au départ de Claude Poisse, également parti à la retraite, a présenté sa remplaçante Christine Ungerer. « La prise en charge de proximité est importante. Mon intérêt sera tourné vers la filière gériatrique », a annoncé la directrice du groupement hospitalier Nord.

Les travaux de restructuration ont commencé

L'Ehpad a vu en ce début de semaine le début des travaux de restructuration immobilière. « Bien avant mon arri-



■ La nouvelle directrice, Christine Ungerer, a été présentée au personnel et résidents de l'Ehpad ce jeudi. Photo Françoise RAT

vée, le centre hospitalier de Chalon a accompagné l'établissement dans ce projet ambitieux », a souligné Bruno Legourd. « Ce projet est maintenant bien réel après toutes les annonces faites et restées infructueuses »,

se félicitait le maire Bernard Labrosse. La rénovation verra la création d'une unité Alzheimer, à la place du logement de l'ex-directeur, et une extension de l'aile gauche située à l'arrière du bâtiment. Il n'y aura pas plus de lits, mais

les chambres seront rénovées en individuelles. Le coût des travaux s'élève à 5 400 000 €. Cette somme provient d'emprunts et de subventions obtenues auprès de tutelles comme le conseil départemental ou

« Ce projet est maintenant bien réel après toutes les annonces faites et restées infructueuses. »

Bernard Labrosse, maire

l'Agence régionale de santé (ARS) et l'assurance maladie. C'est un investissement conséquent qui a un impact sur la tarification.

Des tarifs revus à la hausse

« Le prix de l'hébergement, figé entre 2016 et 2017, était déjà relativement bas, c'est pourquoi les tarifs ont été revus à la hausse », explique Bruno Legourd. Pour le représentant des usagers, « il n'est pas normal que cette hausse conséquente des tarifs, appliquée pour des investissements de demain, soit payée par les résidents d'aujourd'hui », indique le Gueugnonnais Gilles Guyot.

Françoise Rat (CLP)

Maison de retraite : un directeur arrive

Secoué par des tensions internes jusqu'en avril 2017, l'Ehpad départemental du Creusot et ses quatre sites ont retrouvé un fonctionnement normal et regardent désormais vers l'avenir.

« J'ai ressenti de la colère et beaucoup de souffrance auprès des personnels et des résidents. Il a fallu redonner de la confiance, restaurer le dialogue social et retrouver un esprit collectif. Heureusement, ce désordre est derrière nous et je suis heureux de refermer le chapitre 2017. » Tels ont été les mots de Philippe Collange-Campagna, directeur par intérim de l'Ehpad départemental (Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) depuis le 28 avril, à l'occasion de la cérémonie de vœux organisée vendredi après-midi à la résidence de la Demi-lune. « Si cet épisode aurait pu mener l'établissement à la catastrophe, aujourd'hui nous ouvrons une nouvelle période », a-t-il poursuivi. Celle-ci est en particulier illustrée par l'ouverture des quatre établissements creusotins vers l'extérieur, en particulier avec l'Ehpad de Montcenis ou l'Hôtel-Dieu pour des actions communes ou des partenariats.

**350 000 €
d'investissements
en 2018**

Malgré la réforme de la



■ Les médaillés du travail, personnels, élus et retraités présents à la cérémonie. Photo G. S.

tarification impactant les finances des Ehpad publics, « l'exercice 2017 sera clos à l'équilibre », assure Philippe Collange-Campagna.

Le directeur a aussi promis 350 000 € d'investissements pour 2018, dédiés à des travaux de sécurité ou de meilleures commodités

offertes aux résidents. Un minibus complètera également la flotte de véhicules, alors que la microcrèche crée au sein de l'Ehpad

semble être un service apprécié des personnels. Et parce que « cet établissement mérite plus qu'un directeur par intérim », la prochaine nomination d'un directeur délégué permettra de tourner définitivement une page et de travailler pour l'avenir de la structure et de ses résidents. La cérémonie s'est poursuivie par la remise de médailles du travail (*lire par ailleurs*), en présence de Lionel Duparay, président du conseil d'administration de l'Ehpad, et de Rémy Rebeyrotte, député de la circonscription.

Dix médaillés du travail et sept retraités

► Médaille d'honneur du travail argent : Elisabeth Coucaud, Nicole Gien, Brigitte Marciniak.
► Médaille d'honneur régionale, départementale et communale argent : Christian Sivignon
► Médaille d'honneur régionale, départementale et communale vermeil : Monique Barrier, Marie-Claire Clavière, Marco Deligia, Hervé Guyonnot.

► Médaille d'honneur régionale, départementale et communale or : Liliane Brua-Groschang, Isabelle Content.
► Les agents retraités en 2017 : Dominique Daumas, Aline Cecchini, Henri Clément, Jacqueline Robert, Martine Guitton, Marie-Thérèse Girardin, Françoise Bouillot.
► Isabelle Meunier a par ailleurs obtenu le diplôme d'État d'Infirmière.

G. S. (CLP)